

## IMPLICATION DANS LES DYNAMIQUES INSTITUTIONNELLES

Ce document de travail a été élaboré dans le cadre de la préparation à l'épreuve du DC4-1 des éducateurs spécialisés « relative aux dynamiques institutionnelles ». Elle vise à « vérifier les capacités du candidat à se déterminer et à se positionner dans les dynamiques institutionnelles ».

Dans les épreuves des années antérieures on retrouve une même structure du sujet : deux parties avec une seconde plus centrée sur l'action éducative. La première, consacrée aux politiques sociales, se décline souvent de la manière suivante :

1. Repérez les politiques sociales dans lesquelles la situation s'inscrit
2. Précisez la ou les missions du service dans lequel vous travaillez
3. Sur quel cadre juridique pensez-vous vous appuyer pour accompagner ou prendre en charge la personne dont il est question dans la situation
4. Quels sont les acteurs et les partenaires que vous pourriez contacter pour aider la ou les personnes concernées par la situation.

Pour préparer cette épreuve il est donc nécessaire d'avoir une vue synthétique et actualisée du champ social et de ses politiques. Le présent document vise à réunir les principales informations institutionnelles.

| <b>Page</b> | <b>Document</b> | <b>Intitulé</b>   |
|-------------|-----------------|---|
| 3           | Document n° 1   | Des sujets  |
| 4           | Document n° 2   | Une grille d'analyse de la situation  |
| 6           | Document n° 3   | Ressources documentaires  |
| 8           | Document n° 4   | Les acteurs publics   |
| 10          | Document n° 5   | Principaux textes de référence  |
| 12          | Document n° 6   | Autorités compétentes et établissements et services sociaux et médico-sociaux |
| 15          | Document n° 7   | Les principaux services et établissements sociaux et médico-sociaux           |
| 17          | Document n° 8   | Quatre dispositifs du champ du handicap                                       |
| 20          | Document n° 9   | Les politiques du logement et de l'hébergement                                |

---

<sup>1</sup> - Sociologue, enseignant à l'université de Reims Champagne-Ardenne. [mafourdrig@aol.com](mailto:mafourdrig@aol.com) Site personnel : <http://marc-fourdrignier.fr/>

## **I- APPROCHE METHODOLOGIQUE**

***A. Une grille de lecture (document n° 2)***

***B. Des ressources documentaires (document n° 3)***

## **II- LES ACTEURS PUBLICS ET LEURS COMPETENCES**

***A. Le département chef de file***

***B. Les acteurs publics (document n° 4)***

***C. Les compétences des acteurs publics***

## **III- LE FONCTIONNEMENT DES ETABLISSEMENTS ET DES SERVICES**

***A. Autorités compétentes et établissements et services (document n° 6)***

***B. Les principaux services et établissements sociaux et médico-sociaux (document n°7)***

## **IV- LES PUBLICS ET LEURS PROBLEMATIQUES**

***A. Les personnes en situation de handicap (document n° 8)***

***B. Les politiques du logement et de l'hébergement (document n°9)***

## DOCUMENT N° 1 : Des sujets

Nous reprenons ici quelques sujets proposés lors des épreuves du DEES. Dans les formulations des sujets de ces dernières années trois points sont attendus, au-delà de l'analyse de la situation éducative :

- Préciser la politique sociale dans laquelle s'inscrit la situation.
- Repérer les cadres juridiques et institutionnels.
- Identifier les acteurs et partenaires repérés, préciser leurs compétences et champs d'intervention.

Le tout n'est pas de vouloir tout savoir sur tout...Par contre il est nécessaire d'avoir une démarche de travail claire en référence aux cadres institutionnels. **Pour tout sujet il y a deux éléments à bien identifier et distinguer:**

- la structure principale évoquée dans le sujet : dans quel champ de politique sociale, voire de politique publique se situe-t-elle ? Quel est (ou quels sont) l'acteur public en charge de ce domaine ? Quels sont les interlocuteurs pour ce type de structure ?
- les personnes concernées par le sujet : comment entrent-elles dans la structure ou le service ? Il s'agit de repérer le circuit amont et d'identifier là encore les interlocuteurs institutionnels (MDPH, juge, médecin...). Pour la deuxième partie du sujet il s'agira de repérer le (ou les) circuit (s) aval possible (s) et les acteurs concernés.

|      |                                 |   |
|------|---------------------------------|---|
| 2017 |                                 | Centre Parental. Femme victime de violences   |
| 2016 |                                 | Foyer d'hébergement ESAT<br>Curatelle   |
| 2015 |                                 | Maison d'Enfant à Caractère Social  |
| 2014 | Île-de-France                   | Le placement judiciaire et l'autorité parentale   |
| 2014 |                                 | Assistance éducative à domicile   |
| 2013 | Ile de France                   | La protection de l'enfance et la prévention de la délinquance en prévention spécialisée |
| 2013 | Groupement académique grand Est | CAARUD  |
| 2012 | Académie de Rouen               | La loi DALO et l'hébergement d'urgence  |
| 2012 | Groupement académique grand Est | Foyer Départemental de l'Enfance et mineure isolée                                      |
| 2011 | Groupement interacadémique II   | L'autorité parentale et le placement administratif                                      |
| 2010 | Groupement académique grand Est | CHRS d'insertion<br>La prévention du risque de danger de l'enfant en CHRS               |
| 2010 | Groupement interacadémique II   | L'accès aux soins en maison d'accueil spécialisée                                       |

## DOCUMENT N° 2 : Une grille d'analyse de la situation.

| <i>Thème</i>   | <i>Contenu</i>   | <i>Exemples</i>   |
|--|--|---|
| La personne  | Sa situation juridico-administrative   | Majeur, mineur.<br>Seuils spécifiques <sup>2</sup><br>Protégée ou non<br>En situation illégale<br>En attente de statut...   |
| L'orientation de la personne                           | Par quel circuit est-elle arrivée dans la structure ou le service ?  | CDAPH<br>Juge pour Enfants<br>115<br>.....  |
| L'établissement ou le service concerné par la personne | Dans quel champ de politique sociale s'inscrit-il ?  | Protection de l'enfance<br>Addictions<br>Handicap enfant, adulte<br>Autonomie/dépendance<br>Migrants<br>Exclusion sociale<br>Logement<br>Santé ; santé mentale<br>Lutte contre les violences<br>..... |
|  | Quel est son statut (si l'information est fournie)   | Public<br>Privé associatif<br>Privé lucratif  |
|  | De quel acteur public dépend-t-il (s'il n'est pas acteur public lui-même) ?                                    | ARS<br>Conseil Départemental<br>Etat<br>CAF   |
| Les acteurs concernés par la situation                 | Pour chaque acteur (physique) à quelle organisation appartient-il ?  |   |
| Les droits de la personne                              | Sur la base du statut de la personne et de sa situation quels sont les droits dont elle peut disposer ?        | Revenu (minima sociaux : AAH, ASPA, ASS, RSA,)<br>Allocations et Prestations (AEEH, APA, PCH, ...)<br>Couverture santé (PUMA, CSS, AME)   |
| Les droits des usagers                                 | Quels sont les droits des usagers dont elle peut bénéficier ?<br>Quels sont les documents nécessaires ?        | Contrat de séjour<br>DIPC - DIPM<br>PPC - PPE - PPS   |
| L'aval de la situation                                 | Quels sont les services et les établissements susceptibles de prendre le relais (si cela s'avère nécessaire) ? |   |

<sup>2</sup> Deux points sont à identifier. Le premier concerne les seuils des différents majorités : civile et pénale (18 ans) ; sexuelle (15 ans). Le second concerne les seuils de passage : psychiatrie (16 ans), médico-social (20 ans).

| <i>Sigle</i> | <i>Développé du sigle</i>   | <i>Texte de référence</i>   |
|--------------|---|---|
| AAH          | Allocation aux Adultes Handicapés   | Décret du 16 décembre 1975 modifié par le décret du 29 juin 2005.                   |
| ACS          | Aide au paiement d'une Complémentaire Santé (voir CSS)                                  | Loi du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie                                  |
| AEEH         | Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé (ex AES : Allocation d'Education Spéciale) | Décret du 19 décembre 2005  |
| AME          | Aide Médicale de l'Etat   | Loi du 27 juillet 1999 relative à la Couverture maladie universelle.                |
| APA          | Allocation Personnalisée d'Autonomie  | Loi du 20 juillet 2001  |
| ASPA         | Allocation de Solidarité aux Personnes Agées  | Ordonnance du 24 juin 2004  |
| ASS          | Allocation de Solidarité Spécifique   | 1984  |
| CDAPH        | Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées                       | Loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits ...des personnes handicapées       |
| C.S.S.       | Complémentaire Santé Solidaire .<br>Extension de la CMUC aux bénéficiaires de l'ACS.    | LFSS 22 décembre 2018   |
| CMU-C        | Couverture Maladie Universelle Complémentaire (voir CSS)                                | Loi du 27 juillet 1999 relative à la Couverture maladie universelle                 |
| DIPC         | Document Individuel de Prise en Charge  | Loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale                   |
| DIPM         | Document Individuel de Protection des Majeurs   | Loi du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs.          |
| PAG          | Plan d'Accompagnement Global  | Article 89 de la loi du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé, |
| PAI          | Projet d'Accueil Individualisé  | Circulaire 8 septembre 2003   |
| PCH          | Prestation de Compensation du Handicap  | Loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits ...des personnes handicapées       |
| PIAL         | Pôle Inclusif d'Accompagnement Localisé   | Loi du 26 juillet 2019 pour une école de la confiance                               |
| PPC          | Plan Personnalisé de Compensation   | Loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits ...des personnes handicapées       |
| PPE          | Projet Personnalisé pour l'Enfant   | Loi du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant                            |
| PPS          | Projet Personnalisé de Scolarisation  | Loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits ...des personnes handicapées       |
| PUMA         | Protection Maladie Universelle  | Loi de financement de la sécurité sociale n° 2015-1702 du 21 décembre 2015.         |
| RSA          | Revenu de Solidarité Active ( socle/socle majoré/jeunes)                                | Loi du 1 décembre 2008  |

## DOCUMENT N° 3 : Ressources documentaires

### A. Ouvrages, Rapports

ARS. (2016). Parcours de soins, parcours de santé, parcours de vie. Pour une prise en charge adaptée des patients et usagers. Lexique des parcours de A à Z, 92 p.

BORGETTO, Michel. & LAFORE, Robert. (2018). Droit de l'aide et de l'action sociale. Librairie LGDG, Précis Domat, 10<sup>e</sup> édition, 832 p.

COUR DES COMPTES. (2019). L'insertion des chômeurs par l'activité économique. Une politique à conforter. Rapport public thématique, janvier, 130 p.

DULIN, Antoine. (2018). Prévenir les ruptures dans les parcours en protection de l'enfance. Avis du CESE du 13 juin, 98 p.

DUPAYS, Stéphanie. LANOUZIERE, Hervé et alii. (2019). Evaluation de la politique de prévention en protection de l'enfance. IGAS, IGAENR , IGEN, janvier , 141 p.

Fondation Abbé Pierre. (2019). L'état du mal-logement en France - 24e rapport annuel. 374 p. (ASH, n° 3097, 8 février 2019, Les sortants d'institution en première ligne p 18-19).

JAEGER, M. (2017). Guide du secteur social et médico-social. Dunod, guides, 10<sup>e</sup> édition, 304 p.

MILON, Alain. Amiel, Michel. (2017). Rapport d'information fait au nom de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France. 4 avril, 547 p.

Ministère des solidarités et de la santé. (2019). Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance 2020-2022. Garantir à chaque enfant les mêmes chances et les mêmes droits.

PIVETEAU, Denis. (dir) (2014). « Zéro sans solution » : Le devoir collectif de permettre un parcours de vie sans rupture, pour les personnes en situation de handicap et pour leurs proches. Rapport. Ministère des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, 10 juin, 96 p. [http://www.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport\\_Zero\\_sans\\_solution\\_.pdf](http://www.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport_Zero_sans_solution_.pdf) .

TAQUET, Adrien. SERRES, Jean-François. (2018). Plus simple la vie. 113 propositions pour améliorer le quotidien des personnes en situation de handicap. Rapport au Premier Ministre, mai, 293 p.

### B. Les Observatoires

Comité de suivi de la loi DALO (2018). Bilan chiffré du droit au logement opposable. Bilan et statistiques 2008-2017 <http://www.hclpd.gouv.fr/bilan-et-statistiques-2008-2017-a45.html>.

Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies (O.F.D.T.) (2019). Rapport national 2019. Le rapport 2019 est composé de 10 cahiers indépendants (*workbooks*) : Politique et stratégie nationale, Cadre légal, Usages, Prévention, Prise en charge et offre de soins, Bonnes pratiques\*, Conséquences sanitaires et réduction des risques, Marché et criminalité, Prison et Recherche\*. Parmi eux, 2 (ceux marqués d'un astérisque) sont disponibles uniquement en anglais.

<https://www.ofdt.fr/publications/collections/rapports/rapports-nationaux/rapport-national-ofdt-2019/>

ONPE (2019). Treizième rapport au Gouvernement et au Parlement, avril, 66 p.  
[https://www.onpe.gouv.fr/system/files/publication/13e\\_ragp\\_complet\\_web\\_0.pdf](https://www.onpe.gouv.fr/system/files/publication/13e_ragp_complet_web_0.pdf)

ONPE (Observatoire National de Protection de l'Enfance). Loi du 16 mars 2016.  
<https://www.onpe.gouv.fr/loi-2016>

ONED. Présentation synthétique de la loi du 05/03/2007.

ONED. « La cellule départementale, de recueil, de traitement et d'évaluation », guide pratique.

ONPES. (Observatoire National de la Pauvreté et de l'exclusion Sociale) (2018). Mal-logement, mal-logés. 12<sup>e</sup> rapport, 2017-2018, 332 p. (ASH, n° 3059, 4 mai 2018, La fracture sociale s'aggrave p 18.).

ONPV (Observatoire national de la Politique de la Ville) (2019). Emploi et développement économique dans les quartiers prioritaires. Rapport annuel 2018.

### **C. Le défenseur des droits<sup>3</sup>**

« Enfance et violence : la part des institutions publiques ». Rapport annuel sur les droits de l'enfant, novembre 2019, 101 p.

Personnes malades étrangères : des droits fragilisés, des protections à renforcer, mars 2019, 78 p.

« De la naissance à 6 ans : au commencement des droits ». Rapport annuel 2018 consacré aux droits de l'enfant, 20 novembre, 84 p.

### **D. Cahiers d'Actualités Sociales Hebdomadaires**

- Plateformes de services en action sociale et médico-sociale, n° 3130, 18 octobre 2019.
- La protection de l'enfant. Du droit aux pratiques. Edition 2019, n° 3117, 28 juin 2019.
- Maltraitements. Evolutions, chantiers à promouvoir., n° 3106, 12 avril 2019
- La contention. Droit, limites et perspectives, n° 3077, 28 septembre 2018, 96 p.
- Le soutien aux proches aidants. 24 août 2018, n° 3072, 81 p.
- Le traitement du surendettement des particuliers. 23 mars 2018, n° 3053, 81 p.
- Le partage d'informations dans le champ social et médico-social. 22 décembre 2017, n° 3039, 82 p.
- La vie affective et sexuelle en établissement et service social et médico-social, 22 septembre 2017, n° 3026, 116 p.

---

<sup>3</sup> <https://www.defenseurdesdroits.fr/fr>

- L'allocation personnalisée d'autonomie, après la loi "vieillesse" du 28 décembre 2015. 23 juin 2017, n° 3016, 89 p
- La prise en charge des frais de santé. PUMA, protection complémentaire, ACS, AME, généralisation de la complémentaire santé dans le secteur social et médico-social. 23 septembre 2016, n° 2976, 124 p.
- Les droits des personnes démunies. 10 juin 2016, n° 2964, 121 p.
- Le droit d'asile après la loi du 29 juillet 2015. 18 mars 2016, n° 2952, 98 p.
- La scolarisation et la formation des élèves et étudiants en situation de handicap. 18 décembre 2015, n° 2938, 2° édition, 140 p.
- Violences conjugales et familiales. Prévention, protection des victimes et répression des auteurs. 25 septembre 2015, n° 2926.
- L'insertion par l'activité économique. 12 juin 2015, n° 2914.
- L'emploi des personnes handicapées en milieu protégé et adapté, 20 mars 2015, n° 2902.

### **E. Textes Marc Fourdrignier (voir sur le site [marc-fourdrignier.fr](http://marc-fourdrignier.fr))**

- (2018). Recherche documentaire et mémoire dans les formations éducatives en travail social, avril, 10 p.
- (2017). Participations des usagers et travail social, novembre, 49 p.
- (2017). Connaître et intervenir dans le champ des addictions. Version 2.
- (2016). Connaître le champ social et médico-social. 11 pages, novembre.
- (2016). Sociologie du handicap. 16 pages, janvier.
- (2015). Tutelles et financeurs in RULLAC, S. OTT, L. Dictionnaire pratique du travail social, Dunod, 466-471.
- (2014). Accompagnements et parcours : de nouvelles réponses du travail social ?, avril, 25 p.



### DOCUMENT N° 4 : Les acteurs publics

| Types                     | Etablissements Publics ou G.I.P   | Collectivités Publiques |  | Etablissements Publics ou G.I.P |
|---------------------------|---|-------------------------|--|---------------------------------|
|                           |   | Etat                    | Collectivités territoriales                                    |                                 |
| National                  | ANAP, ANESM, ANRU, HAS <sup>4</sup><br>CNAM, CNAF, CNAV, CNSA<br>CCMSA              | DGCS. DIHAL<br>ANCT     |  |                                 |
| Régional                  | ARS, CARSAT   | DRJSCS. DREAL           | Conseil Régional   |                                 |
| Départemental             | Délégation Territoriale de l'ARS,<br>CAF. CPAM. MSA                                 | DDCSPP                  | Conseil Départemental  | MDPH                            |
| Communal ou intercommunal |   |                         | Commune<br>Commune nouvelle                                    | CCAS<br>Métropole, CU, CA, CC.  |
| ANAP                      | Agence Nationale d'Appui à la Performance (GIP)                                     |                         | Art 18 loi HPST, 2009.   |                                 |
| ANCT                      | Agence Nationale de Cohésion des Territoires  |                         | Loi du 22 juillet 2019   |                                 |
| ANRU                      | Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine ( EPIC)                                 |                         | Loi du 01/08/2003  |                                 |
| ARS                       | Agence Régionale de Santé (EPA)   |                         | Art 118 loi HPST, 2009.  |                                 |
| C.A CC                    | Communauté d'Agglomération ; Communauté de Communes (EPCI)                          |                         | Loi du 12/07/1999  |                                 |
| CARSAT                    | Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail                               |                         | Loi du 22/*07/2019   |                                 |
| CCAS                      | Centre Communal d'Action Sociale  |                         | Loi du 06/01/1986  |                                 |
| CNAF                      | Caisse Nationale d'Allocations Familiales   |                         |  |                                 |
| CNAM                      | Caisse Nationale d'Assurance Maladie  |                         |  |                                 |
| CNAV                      | Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse   |                         |  |                                 |
| CNSA                      | Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (EPA)                               |                         | Loi du 30/06/2004  |                                 |
| DDCSPP                    | Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations |                         | Décret 2009/1484 du 3/12/2009                                  |                                 |
| DGCS                      | Direction Générale de la Cohésion Sociale   |                         | Décret 2010-95 du 25/01/2010                                   |                                 |
| DIHAL                     | Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement              |                         | Décret du 14 juillet 2010                                      |                                 |
| DREAL                     | Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement             |                         | Décret n° 2009-235 du 27 février 2009                          |                                 |
| DRJSCS                    | Direction Régionale de la Jeunesse et des Sports et de la Cohésion Sociale          |                         | Décret 2009-1540 du 10/12/2009                                 |                                 |
| HAS                       | Haute Autorité de Santé   |                         |  |                                 |
| MDPH                      | Maison Départementale des Personnes Handicapées (GIP)                               |                         | Loi 11/02/2005   |                                 |
| Métropole                 |   |                         | Loi du 16/12/ 2010 de réforme des collectivités territoriales. |                                 |

<sup>4</sup> - L'ANESM a fusionné avec la HAS le 01/04/2018.

## DOCUMENT N° 5 : Principaux textes de référence

1. Loi n° 2019-791 du 26 juillet 2019 pour une école de la confiance. JORF n°0174 du 28 juillet 2019.
2. Loi n° 2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé. JORF n°0172 du 26 juillet 2019.
3. Loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du Numérique (ELAN) . JO du 24 novembre 2018.
4. Loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté JO du 28 janvier 2017.
5. Loi n° 2016-297 du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant. JO du 15 mars 2016.
6. Loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé.
7. Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement (loi ASV)
8. Loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR).
9. Loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République.
10. Loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales. J.O. du 17.12.2010.
11. Loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires. J.O n°0167 du 22 juillet 2009.
12. Loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion. J.O n°0073 du 27 mars 2009. (MOLE)
13. Loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion. J.O n°0281 du 3 décembre 2008.
14. Loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale. J.O n° 55 du 6 mars 2007 page 4190, texte n° 4
15. Loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance. J.O n° 55 du 6 mars 2007 page 4215, texte n° 7
16. Loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance J.O n° 56 du 7 mars 2007 page 4297. Texte n° 1
17. Loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs. J.O n° 56 du 7 mars 2007 page 4325
18. Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées. JO n° 36 du 12 février 2005 page 2353.
19. Loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales JO n° 190 du 17 août 2004 page 14545.
20. Loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale. JO n° 2 du 3 janvier 2002 page 124.

## Références sur quelques lois récentes

| Lois   | Commentaires  |
|--|---|
| Loi n° 2019-791 du 26 juillet 2019 pour une école de la confiance. JO du 28 juillet 2019.  | <p><a href="https://www.education.gouv.fr/cid143616/la-loi-pour-une-ecole-de-la-confiance.html#Creer_un_grand_service_public_de_1_Ecole_inclusive">https://www.education.gouv.fr/cid143616/la-loi-pour-une-ecole-de-la-confiance.html#Creer_un_grand_service_public_de_1_Ecole_inclusive</a> (<i>voir notamment chapitre 3 :le renforcement de l'école inclusive.</i>).</p> <p>ASH. Pôles inclusifs : l'accompagnement individualisé en péril ? , n° 3113, 31 mai 2019.</p>   |
| Loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du Numérique (ELAN). JO du 24 novembre 2018. | <p><a href="https://www.banquedesterritoires.fr/la-loi-elan-publiee-au-journal-officiel">https://www.banquedesterritoires.fr/la-loi-elan-publiee-au-journal-officiel</a><br/>26 novembre 2018.<br/><a href="http://www.cohesion-territoires.gouv.fr/IMG/pdf/2018.11.26_dp_elan.pdf">http://www.cohesion-territoires.gouv.fr/IMG/pdf/2018.11.26_dp_elan.pdf</a></p>  |
| Loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté. JO du 28 janvier 2017.                                   | <p>ASH. Le volet Jeunesse, engagement citoyen. <i>10 février 2017, n° 2997, p 51.</i><br/>ASH. Le volet logement social. <i>14 juillet 2017, n° 3019, p 47.</i></p>   |
| Loi n° 2016-297 du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant. JO du 15 mars 2016.  | <p>ASH. La loi relative à la protection de l'enfant. <i>22 juillet 2016, n° 2970-2971, p 49 et suivantes.</i><br/>ASH. Projet pour l'enfant : une mise en œuvre laborieuse. <i>3 février 2017, n° 2996, p 26 et suivantes.</i></p>  |
| Loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé.  | <p>ASH. Loi « santé » : les mesures relatives au secteur médico-social.<br/>Le secteur du handicap<br/>Le secteur de l'addictologie<br/><i>13 mai 2016, n° 2960, p 49 et suivantes</i></p>  |
| Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement   | <p>ASH...</p> <p>I- L'anticipation de la perte d'autonomie<br/>Une conférence départementale des financeurs<br/>L'octroi d'aides techniques individuelles<br/>L'action sociale des caisses de retraite<br/>La lutte contre l'isolement des personnes âgées.</p> <p>II- L'adaptation de la société au vieillissement<br/>Le droit des usagers des ESSMS.<br/>Le droit des majeurs protégés.</p> <p>III- L'accompagnement de la perte d'autonomie<br/>IV- La gouvernance des politiques de l'autonomie<br/>18/03 , 25/03 ; 01/04 ; 08/04/2016</p> |

**DOCUMENT N° 6 : Autorités compétentes et établissements et services sociaux et médico-sociaux**

| <b>Catégorie d'établissements et services concernés ( art L.312-1 du Code l'Action Sociale et des Familles)</b>  | <b>ETAT</b> | <b>ARS</b> | <b>CD</b> |
|--|-------------|------------|-----------|
| 1° Les établissements ou services prenant en charge habituellement, y compris au titre de la prévention, des mineurs et des majeurs de moins de vingt et un ans relevant des articles <a href="#">L. 221-1</a> , <a href="#">L. 222-3</a> et <a href="#">L. 222-5</a> ;  |             |            | X         |
| 2° Les établissements ou services d'enseignement qui assurent, à titre principal, une éducation adaptée et un accompagnement social ou médico-social aux mineurs ou jeunes adultes handicapés ou présentant des difficultés d'adaptation ;   |             | X          |           |
| 3° Les centres d'action médico-sociale précoce mentionnés à <a href="#">l'article L. 2132-4</a> du code de la santé publique   |             | X          | X         |
| 4° Les établissements ou services mettant en oeuvre les mesures éducatives ordonnées par l'autorité judiciaire en application de <a href="#">l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945</a> relative à l'enfance délinquante ou des <a href="#">articles 375</a> à 375-8 du code civil ou concernant des majeurs de moins de vingt et un ans ou les mesures d'investigation préalables aux mesures d'assistance éducative prévues au code de procédure civile et par l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ; | X           |            | X         |
| 5° Les établissements ou services :<br>a) D'aide par le travail, à l'exception des structures conventionnées pour les activités visées à <a href="#">l'article L. 322-4-16</a> du code du travail et des entreprises adaptées définies aux <a href="#">articles L. 323-30</a> et suivants du même code ;<br>b) De réadaptation, de préorientation et de rééducation professionnelle mentionnés à <a href="#">l'article L. 323-15</a> du code du travail ;  |             | X          |           |
| 6° Les établissements et les services qui accueillent des personnes âgées ou qui leur apportent à domicile une assistance dans les actes quotidiens de la vie, des prestations de soins ou une aide à l'insertion sociale ;  |             | X          | X         |
| 7° Les établissements et les services, y compris les foyers d'accueil médicalisé, qui accueillent des personnes adultes handicapées, quel que soit leur degré de handicap ou leur âge, ou des personnes atteintes de pathologies chroniques, qui leur apportent à domicile une assistance dans les actes quotidiens de la vie, des prestations de soins ou une aide à l'insertion sociale ou bien qui leur assurent un accompagnement médico-social en milieu ouvert ;   |             | X          | X         |
| 8° Les établissements ou services comportant ou non un hébergement, assurant l'accueil, notamment dans les situations d'urgence, le soutien ou l'accompagnement social, l'adaptation à la vie active ou l'insertion sociale et professionnelle des personnes ou des familles en difficulté ou en situation de détresse ;   | X           |            |           |
| 9° Les établissements ou services qui assurent l'accueil et l'accompagnement de personnes confrontées à des difficultés  |             |            |           |

|   |   |   |   |
|---|---|---|---|
| spécifiques en vue de favoriser l'adaptation à la vie active et l'aide à l'insertion sociale et professionnelle ou d'assurer des prestations de soins et de suivi médical, dont les centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie, les centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogue, les structures dénommées " lits halte soins santé " et les appartements de coordination thérapeutique ;   |   | X |   |
| 10° Les foyers de jeunes travailleurs qui relèvent des dispositions des <a href="#">articles L. 351-2</a> et <a href="#">L. 353-2</a> du code de la construction et de l'habitation ;   | Sortis de la loi 2002-2 par la loi HPST |   |   |
| 11° Les établissements ou services, dénommés selon les cas centres de ressources, centres d'information et de coordination ou centres prestataires de services de proximité, mettant en œuvre des actions de dépistage, d'aide, de soutien, de formation ou d'information, de conseil, d'expertise ou de coordination au bénéfice d'usagers, ou d'autres établissements et services ;   | X                                       | X |   |
| 12° Les établissements ou services à caractère expérimental ;   | X                                       | X | X |
| 13° Les centres d'accueil pour demandeurs d'asile mentionnés à l'article <a href="#">L. 348-1</a> ;   | X                                       |   |   |
| 14° Les services mettant en œuvre les mesures de protection des majeurs ordonnées par l'autorité judiciaire au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle ou de la mesure d'accompagnement judiciaire ;   | X                                       |   |   |
| 15° Les services mettant en œuvre les mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial.   | X                                       |   |   |
| 16° Les services qui assurent des activités d'aide personnelle à domicile ou d'aide à la mobilité dans l'environnement de proximité au bénéfice de familles fragiles et dont la liste est fixée par décret.   |   |   | X |
| III.-Les lieux de vie et d'accueil qui ne constituent pas des établissements et services sociaux ou médico-sociaux au sens du I doivent faire application des <a href="#">articles L. 311-4</a> à <a href="#">L. 311-8</a> . Ils sont également soumis à l'autorisation mentionnée à l'article L. 313-1 et aux dispositions des <a href="#">articles L. 313-13</a> à <a href="#">L. 313-25</a> , dès lors qu'ils ne relèvent ni des dispositions prévues au titre II du livre IV relatives aux assistants maternels, ni de celles relatives aux particuliers accueillant des personnes âgées ou handicapées prévues au titre IV dudit livre. Un décret fixe le nombre minimal et maximal des personnes que ces structures peuvent accueillir et leurs règles de financement et de tarification. |   | X | X |

Les établissements et services sociaux et médico-sociaux délivrent des prestations à domicile, en milieu de vie ordinaire, en accueil familial ou dans une structure de prise en charge. Ils assurent l'accueil à titre permanent, temporaire ou selon un mode séquentiel, à temps complet ou partiel, avec ou sans hébergement, en internat, semi-internat ou externat.

### **Article L313-3 du CASF (Code de l'Action Sociale et des Familles)**

L'autorisation est délivrée :

a) Par **le président du conseil départemental**, pour les établissements et services mentionnés aux 1°, 6°, 7°, 8°, 11° et 12° du I de l'article [L. 312-1](#) et pour les lieux de vie et d'accueil mentionnés au III du même article L. 312-1, lorsque les prestations qu'ils dispensent sont susceptibles d'être prises en charge par l'aide sociale départementale ou lorsque leurs interventions relèvent d'une compétence dévolue par la loi au département ;

b) Par **le directeur général de l'agence régionale de santé** pour les établissements et services mentionnés aux 2°, 5°, 6°, 7°, 9°, 11° et 12° du I de l'article L. 312-1 et pour les lieux de vie et d'accueil mentionnés au III du même article, lorsque les prestations qu'ils dispensent sont susceptibles d'être prises en charge par les organismes d'assurance maladie ;

c) Par **l'autorité compétente de l'Etat**, pour les établissements et les services mentionnés aux 4°, 8°, 10°, 11°, 12° et 13° du I de l'article L. 312-1 et pour les lieux de vie et d'accueil mentionnés au III du même article L. 312-1, lorsque les prestations qu'ils dispensent sont susceptibles d'être prises en charge par l'Etat, ainsi que, après avis conforme du procureur de la République, pour les services mentionnés aux 14° et 15° du I dudit article L. 312-1 ;

d) **Conjointement par le président du conseil départemental et le directeur général de l'agence régionale de santé**, pour les établissements, les services et les lieux de vie et d'accueil dont l'autorisation relève simultanément des a et b du présent article, ainsi que pour ceux dont l'autorisation relève du 3° du I de l'article L. 312-1 ;

e) **Conjointement par l'autorité compétente de l'Etat et le président du conseil départemental**, pour les établissements, les services et les lieux de vie et d'accueil dont l'autorisation relève simultanément des a et c du présent article, ainsi que pour ceux dont l'autorisation relève du 4° du I de l'article L. 312-1 ;

f) **Conjointement par l'autorité compétente de l'Etat et le directeur général de l'agence régionale de santé**, pour les établissements, les services et les lieux de vie et d'accueil dont l'autorisation relève simultanément des b et c du présent article ;

g) Par le président du conseil départemental pour les services mentionnés au 16° du I de l'article L. 312-1.

Le président du conseil départemental transmet au directeur général de l'agence régionale de santé tout acte d'autorisation pris pour les établissements mentionnés aux III et IV de [l'article L. 313-12](#). Le contenu et les modalités de cette transmission sont définis par décret.

Le président du conseil départemental transmet au représentant de l'Etat dans la région ou au directeur général de l'agence régionale de santé tout acte d'autorisation pris en application du a du présent article et relevant de sa compétence exclusive. Le contenu et les modalités de cette transmission sont définis par décret.

**DOCUMENT n° 7 : Les principaux services et établissements sociaux et médico-sociaux**

|   |  |
|---|--|
| <p><b><u>Petite Enfance</u></b></p> <p>Etablissements d'Accueil des Jeunes Enfants</p> <p align="right">ASMAT<br/>CAMSP<br/>PMI</p>                               |  |
| <p><b><u>Enfance Handicapée</u></b></p> <p>I.M.E. IM.PRO<br/>ITEP<br/>Autres établissements spécialisés</p> <p align="right">CMPP<br/>SSESAD<br/>ULIS</p>         | <p align="center"><b><u>Enfants et Jeunes en Difficulté</u></b></p> <p>Foyer de l'Enfance<br/>Pouponnière<br/>MECS<br/>Foyers</p> <p align="right">AEMO<br/>AEMO R<br/>ASFAM<br/>Prévention Spécialisée<br/>Missions Locales</p> |
| <p><b><u>Adultes Handicapés</u></b></p> <p>ESAT<br/>Foyers d'hébergement<br/>FAM<br/>MAS</p> <p align="right">Cap Emploi<br/>MJPM<br/>SAJ<br/>SAVS<br/>SAMSAH</p> | <p align="center"><b><u>Adultes en Difficulté Sociale</u></b></p> <p>CHRS<br/>CAU</p> <p align="right">SIAO. 115.<br/>CAARUD<br/>CSAPA<br/>RSA<br/>IAE</p>   |
| <p><i>Service Généralistes et spécialisés :</i><br/><i>Service social départemental</i><br/><i>Services sociaux spécialisés (CAF, MSA, CPAM,...)</i></p>          | <p align="right"><b><u>Personnes âgées</u></b></p> <p>EHPAD<br/>Résidence autonomie</p> <p align="right">CLIC<br/>Service d'aide et d'accompagnement à domicile<br/>Services de Soins Infirmiers à Domicile<br/>SPASSAD</p>      |

CAARUD : Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des risques pour Usagers de Drogues  
 CAMSP : Centre d'Action Médico-Sociale Précoce  
 CAU : Centre d'Accueil d'Urgence  
 CLIC : Centre Local d'Information et de Coordination  
 CMPP : Centre Médico-Psycho-Pédagogique  
 CSAPA : Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie  
 IAE : Insertion par l'Activité Economique

SAJ : Service d'Accueil de Jour  
 SAMSAH : Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés  
 SAVS : Service d'Accompagnement à la Vie Sociale  
 SESSAD : Service d'Education et de Soins Spécialisés A Domicile  
 SIAO : Service Intégré de l'Accueil et de l'Orientation  
 SPASSAD : Service polyvalent d'aide et de soins à domicile  
 ULIS : Unités Localisées pour l'Inclusion Scolaire

Pour les sigles : <http://glossairedusocial.fr/>

**Décret n° 2017-982 du 9 mai 2017 relatif à la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux accompagnant des personnes handicapées ou malades chroniques JORF n°0110 du 11 mai 2017, Texte n°97**

|   |   |
|---|---|
| <p>2° Les établissements ou services d'enseignement qui assurent, à titre principal, une éducation adaptée et un accompagnement social ou médico-social aux mineurs ou jeunes adultes handicapés ou présentant des difficultés d'adaptation ;</p>   | <p>1° Institut médico-éducatif (IME)<br/>         2° Institut thérapeutique éducatif et pédagogique ;<br/>         3° Institut d'éducation motrice ;<br/>         4° Etablissement pour enfants ou adolescents polyhandicapés ;<br/>         5° Institut pour déficients auditifs ;<br/>         6° Institut pour déficients visuels ;<br/>         7° Centre médico-psycho-pédagogique ;<br/>         8° Bureau d'aide psychologique universitaire ;<br/>         9° Service assurant un accompagnement à domicile ou en milieu ordinaire non rattaché à un établissement.</p>   |
| <p>7° Les établissements et les services, y compris les foyers d'accueil médicalisé, qui accueillent des personnes adultes handicapées, quel que soit leur degré de handicap ou leur âge, ou des personnes atteintes de pathologies chroniques, qui leur apportent à domicile une assistance dans les actes quotidiens de la vie, des prestations de soins ou une aide à l'insertion sociale ou bien qui leur assurent un accompagnement médico-social en milieu ouvert ;</p> | <p><b><u>Les établissements</u></b><br/>         « 1° Maison d'accueil spécialisée ;<br/>         « 2° Etablissement d'accueil médicalisé en tout ou partie (FAM)<br/>         « 3° Etablissement d'accueil non médicalisé (FH)</p> <p><b><u>Les services</u></b><br/>         « 1° Service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés ;<br/>         « 2° Service d'accompagnement à la vie sociale ;<br/>         « 3° Service de soins infirmiers à domicile ;<br/>         « 4° Service polyvalent d'aide et de soins à domicile ;<br/>         « 5° Service d'aide et d'accompagnement à domicile.</p> |

**Voir aussi :**

ANAP. (2013). Le secteur médico-social. Comprendre pour agir mieux. Juillet, 128 p. (Voir notamment le point 3. Fiches par établissement et service).



## Document n° 8 : Quatre dispositifs du champ du handicap

Cette note vise à clarifier quatre dispositifs auxquels il est fait référence, aujourd'hui, dans le champ du handicap. Il s'agit du dispositif intégré, de la réponse accompagnée pour tous (RAPT) et de la plateforme territoriale d'appui.

|                       | <b>Dispositif intégré</b>  | <b>Réponse Accompagnée Pour Tous R.A.P.T.</b>   |   | <b>Plateforme Territoriale d'Appui</b>   |
|-----------------------|--|---|---|--|
| Origine du dispositif | 2013 : Lancement de l'expérimentation du « dispositif intégré » dans 6 régions.<br>2015 : Prolongation de l'expérimentation jusqu'en 2017.   | 7/10/2013 : décision dans l'affaire Amélie Locquet<br>21/11/2013 : Procédure de pris en compte des situations critiques<br>10/06/2014 : Remise du rapport Piveteau : « Zéro Sans solution »<br>02/2015. Lancement de la démarche « Une réponse accompagnée pour tous » confiée à M.S. Dessaule.<br>11/2015. Expérimentation du dispositif d'orientation permanent dans 23 départements  |   |  |
| Le dispositif         | <p><b>Légalisation du dispositif intégré par l'art 91 de la loi du 26/01/2016.</b></p> <p>« Art. L. 312-7-1.-Les établissements et services médico-sociaux mentionnés au 2° du I de l'article L. 312-1 peuvent fonctionner en dispositif intégré pour accompagner des enfants, des adolescents et des jeunes adultes qui, bien que leurs potentialités intellectuelles et cognitives soient préservées, présentent des difficultés psychologiques dont l'expression, notamment l'intensité des troubles du comportement, perturbe gravement la socialisation et l'accès aux apprentissages.</p> <p>« Le fonctionnement en dispositif intégré</p> | <p><b>Création des Pôles de Compétences et de Prestations Externalisées (PCPE)</b></p> <p><i>Cette démarche [une RAPT] vise, à travers une approche systémique mobilisant l'ensemble des acteurs concernés, à créer les conditions nécessaires permettant d'assurer la continuité des parcours des personnes handicapées, et d'éviter notamment que leur situation ne devienne critique du fait de l'absence d'une réponse adaptée.</i></p> | <p><b>Création du plan d'accompagnement global (PAG) par l'art 89 de la loi du 26/01/2016.</b></p> <p>« Le plan personnalisé de compensation du handicap comprend, d'une part, l'orientation définie selon les dispositions du troisième alinéa et, le cas échéant, d'autre part, un plan d'accompagnement global.</p> <p>« Un plan d'accompagnement global est élaboré sur proposition de l'équipe pluridisciplinaire avec l'accord préalable de la personne concernée ou de son représentant légal :</p> <p>« 1° En cas d'indisponibilité ou d'inadaptation des réponses connues ;</p> <p>« 2° En cas de complexité de la réponse à</p> | <p><b>Création des plateformes territoriales d'Appui par l'art 74 de la loi du 26/01/2016.</b></p> <p>« Art. L. 6327-1.-Des fonctions d'appui à la prise en charge des patients relevant de parcours de santé complexes sont organisées en soutien des professionnels de santé, sociaux et médico-sociaux par les agences régionales de santé, en concertation avec les représentants des professionnels et des usagers. Elles contribuent à prévenir les hospitalisations inutiles ou évitables ainsi que les ruptures de parcours.</p> <p>« Le parcours de santé est dit complexe lorsque l'état de santé, le handicap ou la situation sociale du patient rend</p> |

|  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|
|  | <p>consiste en une organisation des établissements et des services mentionnés au premier alinéa du présent article destinée à favoriser un parcours fluide et des modalités d'accompagnement diversifiées, modulables et évolutives en fonction des besoins des enfants, des adolescents et des jeunes adultes qu'ils accueillent. Dans le cadre du dispositif, ces établissements et ces services proposent, directement ou en partenariat, l'ensemble des modalités d'accompagnement prévues au dernier alinéa du I de l'article L. 312-1.</p> <p>« Un cahier des charges fixé par décret définit les conditions de fonctionnement en dispositif intégré.</p> <p>« Le fonctionnement en dispositif intégré est subordonné à la conclusion d'une convention entre la maison départementale des personnes handicapées, après délibération de sa commission exécutive, l'agence régionale de santé, les organismes de protection sociale,</p> | <p>Ainsi, ces pôles de compétences et de prestations externalisées viennent compléter la palette de l'offre médico-sociale en proposant une réponse souple et adaptée aux besoins des personnes en situation de handicap et de leurs aidants, dans une visée inclusive permettant à la personne d'être accompagnée selon ses besoins et ses compétences sur son lieu de vie. Ils s'adressent à l'ensemble des situations de handicap qui, compte tenu de besoins spécifiques des personnes ou de leur complexité, nécessitent d'adjoindre aux réponses médico-sociales existantes, les compétences d'intervenants exerçant au sein de ces pôles, à titre salarié ou libéral.</p> | <p>apporter, ou de risque ou de constat de rupture du parcours de la personne.</p> <p>« Un plan d'accompagnement global est également proposé par l'équipe pluridisciplinaire quand la personne concernée ou son représentant légal en fait la demande.</p> <p>« Un plan d'accompagnement global peut également être proposé par l'équipe pluridisciplinaire dans la perspective d'améliorer la qualité de l'accompagnement selon les priorités définies par délibération de la commission exécutive mentionnée à l'article L. 146-4 du présent code et revues annuellement.</p> <p>L'accord préalable de la personne concernée ou de son représentant légal est également requis.</p> <p>« Le plan d'accompagnement global, établi avec l'accord de la personne handicapée ou de ses parents lorsqu'elle est mineure ou de son représentant légal, sans préjudice des voies de recours dont elle dispose, identifie nominativement les établissements, les services mentionnés à l'article L. 312-1 ou les dispositifs prévus à l'article L. 312-7-1 correspondant aux besoins de l'enfant, de l'adolescent ou de l'adulte, et précise la nature et la fréquence de l'ensemble des interventions requises dans un objectif d'inclusion : éducatives et de scolarisation, thérapeutiques, d'insertion professionnelle ou sociale, d'aide aux aidants. Il comporte l'engagement des acteurs chargés de sa mise en œuvre opérationnelle. Il désigne parmi ces derniers un coordonnateur de parcours.</p> | <p>nécessaire l'intervention de plusieurs catégories de professionnels de santé, sociaux ou médico-sociaux.</p> <p>« Le recours aux fonctions d'appui est déclenché par le médecin traitant ou un médecin en lien avec ce dernier, en veillant à leur intégration dans la prise en charge globale du patient.</p> <p>« Les fonctions d'appui peuvent être mises en œuvre par une équipe de soins primaires ou une communauté professionnelle territoriale de santé.</p> <p>« Les fonctions d'appui font l'objet d'une évaluation annuelle en concertation avec les représentants des professionnels et des usagers.</p> <p>« Art. L. 6327-2.-Pour assurer l'organisation des fonctions d'appui définies à l'article L. 6327-1, l'agence régionale de santé peut constituer, par convention avec un ou plusieurs acteurs du système de santé, une ou plusieurs plates-formes territoriales d'appui à la coordination des parcours de santé complexes. Les établissements autorisés à exercer sous la forme d'hospitalisation à domicile peuvent participer au fonctionnement d'une ou de plusieurs plates-formes territoriales d'appui à la coordination des parcours de santé complexes.</p> |
|--|--|--|--|--|

|                      |   |   |  |   |
|----------------------|---|---|--|---|
| Textes de référence  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Article 91 de la loi du 26 janvier 2016 de modernisation du système de santé (codifié à l'art L. 312-7-1 du CASF).</li> <li>Décret n° 2017-620 du 24 avril 2017 relatif au fonctionnement des établissements et services médico-sociaux en dispositif intégré prévu à l'article 91 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 relative à la modernisation de notre système de santé</li> <li>Instruction n° DGCS/3B/2017/241 du 2 juin 2017 relative au déploiement du fonctionnement en dispositif intégré des ITEP et des SESSAD</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Instruction N° DGCS/SD3B/2016/119 du 12 avril 2016 relative à la mise en œuvre des pôles de compétences et de prestations externalisées pour les personnes en situation de handicap.</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Circulaire relative à la mise en œuvre d'une procédure de prise en compte des situations individuelles critiques de personnes handicapées enfants et adultes (22/11/2013)</li> <li>Article 89 de la loi du 26 janvier 2016 de modernisation du système de santé (codifié à l'art L. 114-1-1 du CASF).</li> <li>Décret n° 2017-137 du 7 février 2017 relatif aux informations nécessaires à l'élaboration des plans d'accompagnement globaux des personnes handicapées. JO du 8 février 2017.</li> <li>Circulaire n° DGCS du 2 mai 2017 relative à la transformation de l'offre d'accompagnement des personnes handicapées dans le cadre de la démarche « une réponse accompagnée pour tous », de la stratégie quinquennale de, ; l'évolution de l'offre médico-sociale (2017-2021) et de la mise en œuvre des décisions du CIH du 2 décembre 2016.</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Article 74 de la loi du 26 janvier 2016 de modernisation du système de santé (codifié à l'art L. 312-7-1 du CSP).</li> </ul> |
| Pour aller plus loin | <p><a href="http://www.aire-asso.fr/experimentation-presentation.php">http://www.aire-asso.fr/experimentation-presentation.php</a></p> <p>ASH (2017). ITEP : le cahier des charges du « dispositif intégré » est paru. 5 mai, n° 3009, 32-33.</p>   | <p><a href="https://www.cnsa.fr/actualites_agenda/actualites/la-demarche-une-reponse-accompagnee-pour-tous-au-1er-janvier-2018">https://www.cnsa.fr/actualites_agenda/actualites/la-demarche-une-reponse-accompagnee-pour-tous-au-1er-janvier-2018</a></p> <p>ASH. (2017). « Réponse accompagnée pour tous » : une promesse réalisable ? 10 février, n° 2997, pp 22-25.</p> | <p><a href="https://solidarites-sante.gouv.fr/archives/archives-presse/archives-communiques-de-presse/article/plateformes-territoriales-d-appui-un-soutien-pour-les-professionnels-dans-l">https://solidarites-sante.gouv.fr/archives/archives-presse/archives-communiques-de-presse/article/plateformes-territoriales-d-appui-un-soutien-pour-les-professionnels-dans-l</a></p>   |   |

## **DOCUMENT n° 9 : Les politiques du logement et de l'hébergement**

| <i>Textes ou programmes</i>                                       | <i>Mesures ou dispositifs</i>  | <i>Références récentes</i>  |
|---|--|---|
| Loi du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement | <p><b><u>PDALHPD</u></b> : Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des personnes défavorisées</p> <p><b><u>FSL</u></b> accorde, (...), des aides financières sous forme de cautionnements, prêts ou avances remboursables, garanties ou subventions à des personnes remplissant les conditions de l'article 1er et qui entrent dans un logement locatif ou qui, étant locataires, sous-locataires ou résidents de logements-foyers, se trouvent dans l'impossibilité d'assumer leurs obligations relatives au paiement du loyer, des charges et des frais d'assurance locative, ou qui, occupant régulièrement leur logement, se trouvent dans l'impossibilité d'assumer leurs obligations relatives au paiement des fournitures d'eau, d'énergie et de services téléphoniques.</p> <p><b><u>ASLL</u></b> Le fonds de solidarité prend en charge des mesures d'accompagnement social individuelles ou collectives lorsqu'elles sont nécessaires à l'installation ou au maintien dans un logement des personnes et des familles bénéficiant du plan départemental, qu'elles soient locataires, sous-locataires, propriétaires de leur logement ou à la recherche d'un logement.</p> | <p>Décret du 14 novembre 2017 (ASH, n° 5035, 24.11.2017, p 40).</p> <p>FSL modifié par l'art 119 de la loi ELAN du 23 novembre 2018.</p>                      |
| Loi du 5 mars 2007 relative au Droit au Logement Opposable (DALO) | <p>C'est un recours quand les autres dispositifs légaux n'ont pas permis aux personnes d'accéder ou de se maintenir dans un logement ou un hébergement adapté à leurs besoins.<br/> <a href="http://www.hclpd.gouv.fr/comment-acceder-au-droit-au-logement-opposable-a33.html">http://www.hclpd.gouv.fr/comment-acceder-au-droit-au-logement-opposable-a33.html</a></p>  |   |
| Hébergement des personnes sans abri et accès au logement          | <p><b><u>SIAO</u></b> : « plateforme unique départementale de coordination et de régulation du secteur de l'accueil, de l'hébergement et d'accompagnement vers l'insertion et le logement des personnes sans domicile » les missions sont précisées aux articles L. 345-2 et L. 345-2-4 du CASF. Elles consistent notamment à « <i>Afin d'assurer le meilleur traitement de l'ensemble des demandes d'hébergement et de logement formées par les personnes ou familles sans domicile ou éprouvant des difficultés particulières, en raison de l'inadaptation de leurs ressources ou de leurs conditions d'existence, pour accéder par leurs propres moyens à un logement décent et indépendant et d'améliorer la fluidité entre ces deux secteurs, une convention est conclue dans</i></p>   | <p>Circulaires 8 avril et 7 juillet 2010</p> <p>Art 125 de la loi du 23 novembre 2018. (ELAN)</p> <p>Circulaire N° DGCS/SD1A/2015/325 du 17 décembre 2015</p> |

|  |   |  |
|--|---|--|
|  | <p>chaque département entre l'Etat et une personne morale pour assurer un service intégré d'accueil et d'orientation qui a pour missions, sur le territoire départemental :</p> <p>1° De recenser toutes les places d'hébergement, les logements en résidence sociale ainsi que les logements des organismes qui exercent les activités d'intermédiation locative ;</p> <p>2° De gérer le service d'appel téléphonique pour les personnes ou familles mentionnées au premier alinéa ;</p> <p>3° De veiller à la réalisation d'une évaluation sociale, médicale et psychique des personnes ou familles mentionnées au même premier alinéa, de traiter équitablement leurs demandes et de leur faire des propositions d'orientation adaptées à leurs besoins, transmises aux organismes susceptibles d'y satisfaire ;</p> <p>4° De suivre le parcours des personnes ou familles mentionnées audit premier alinéa prises en charge, jusqu'à la stabilisation de leur situation ;</p> <p>5° De contribuer à l'identification des personnes en demande d'un logement, si besoin avec un accompagnement social ;</p>  |  |
| Programme « Housing First » « Logement d'abord » | <p>Plan quinquennal pour le logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme (« plan Logement d'abord ». 2018-2022).</p> <p>« Il vise à orienter rapidement les personnes sans-domicile de l'hébergement vers un logement durable grâce à un accompagnement adapté, modulable et pluridisciplinaire. Il s'agit d'une stratégie globale qui intègre également les enjeux relatifs à l'accès au logement des personnes réfugiées et à la résorption des bidonvilles. »</p>   |  |
| L'habitat inclusif                               | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Stratégie nationale pour le développement de l'habitat inclusif Comité interministériel du handicap. Nancy, 2 décembre 2016.</li> <li>• Publication d'un guide par la CNSA/DGCS : Guide de l'habitat inclusif pour les personnes handicapées et les personnes âgées, novembre 2017, 69 p.</li> <li>• Création d'un nouveau chapitre au CASF : Chapitre unique : Habitat inclusif pour les personnes handicapées et les personnes âgées</li> </ul> <p>L'habitat inclusif est destiné aux personnes handicapées et aux personnes âgées qui font le choix, à titre de résidence principale, d'un mode d'habitation regroupé, entre elles ou avec d'autres personnes, le cas échéant dans le respect des conditions d'attribution des logements locatifs sociaux prévues au chapitre Ier du titre IV du livre IV du code de la construction et de l'habitation et des conditions d'orientation vers les logements-foyers prévues à l'article L. 345-2-8 du présent code, et assorti d'un projet de vie sociale et partagée défini par un cahier des charges national fixé par arrêté des ministres chargés des personnes âgées, des personnes handicapées et du logement. (CASF, art L 281-1).</p> | <p>Art 129 de la loi ELAN du 23 novembre 2018.</p> <p>Décret n°2019-629 du 24 juin 2019 relatif aux diverses dispositions en matière d'habitat inclusif pour les personnes handicapées et les personnes âgées mentionné au titre VIII du livre II du CASF.</p> |